

derniers, à l'amélioration de nos travaux publics et de nos canaux, d'importantes sommes, imputables sur le capital, voire même jusqu'à concurrence de \$14,000,000, le budget se solde par un excédent de \$3,300,000 applicable à l'amortissement de la dette publique. La situation financière du pays se trouve donc à l'abri de toute critique sérieuse et bien motivée. J'ai affirmé que c'est au judicieux emploi des deniers de l'Etat qu'il faut attribuer, dans une large mesure, l'accroissement remarquable de notre commerce. Un exemple fera voir comment du judicieux placement des deniers publics et de l'accroissement annuel de notre dépense, il peut découler pour le pays de précieux avantages.

Ainsi, voyez le développement de notre commerce avec le Mexique. En 1896, notre commerce avec ce pays se résumait à une totalité de \$37,876 ; or, en 1907, il atteint le chiffre de \$1,137,784. Cet important développement de notre commerce avec le Mexique découle, dans une large mesure, de l'établissement, le 21 juillet 1905, d'un service de steamships, sur l'Atlantique, entre le Mexique et le Canada. Je vois que, le 1er mai 1907, on a aussi établi, sur le Pacifique, un service de steamships avec le Mexique. En 1905, notre commerce avec le Mexique atteignait le chiffre de \$174,593, tandis qu'en 1907, je le répète, il s'est élevé à \$1,137,784, soit un chiffre de six fois supérieur à ce qu'il était il y a deux ans à peine. La création de ces lignes de steamships n'est qu'un des nombreux exemples qu'on peut citer, pour montrer comment le judicieux emploi des deniers publics par le gouvernement actuel contribue au progrès du pays.

Un autre exemple du remarquable progrès réalisé par le Canada se voit dans les résultats de l'excellente œuvre accomplie par le ministère de l'Agriculture, pour l'amélioration de nos facilités de transports et d'autre façon. En 1896, nos exportations de fromage en Grande-Bretagne s'élevaient à \$14,000,000, tandis qu'en 1907, elles atteignaient le chiffre de \$25,000,000, soit une augmentation de près de 100 p. cent. Un fait qui démontre clairement la position enviable qu'occupe le Canada sur le marché britannique, c'est que nos exportations de fromage sont presque le triple des importations de la Hollande et des Etats-Unis collectivement. Sans doute, l'application du système de l'entrepôt frigorifique à nos chemins de fer, nos facilités offertes aux têtes de ligne, et l'outillage de nos steamships ont mis le Canada en mesure d'expédier en Grande-Bretagne d'immenses quantités de beurre, de fruits et autres produits de nature périssable. Dans la poursuite de son œuvre, le ministère de l'Agriculture semble avoir obéi à la ferme conviction que, si nous réussissons à assurer la conservation de nos produits de nature périssable et leur transport économique, le développement de notre commerce en dé-

coulera aussi infailliblement que le jour succède à la nuit.

Un des traits caractéristiques du progrès réalisé par le Canada, c'est l'augmentation du chiffre de notre immigration. Au cours de la période de dix-huit années, antérieure à l'avènement du gouvernement actuel, il était vraiment déplorable de voir un si grand nombre de fils de nos cultivateurs et d'artisans quitter le pays pour se diriger vers les Etats-Unis et autres parages à la recherche d'emplois plus lucratifs, et dans le but d'améliorer plus rapidement leur sort qu'il ne leur était possible de le faire au Canada. En 1896, la totalité de l'immigration au pays était de 21,716. C'est un fait déplorable que, jusqu'à cette époque, la plupart de ceux qui venaient des pays transatlantiques au Canada, passaient par ce pays pour aller se créer des foyers aux Etats-Unis. En 1907, l'immigration au Canada s'est élevée à plus de 250,000 âmes. Du 31 mars 1907 jusqu'en fin octobre, période de sept mois, il est venu au Canada 211,859 immigrants, soit 50,297 de plus que durant la période correspondante de l'année dernière. Je constate d'après les relevés, que la plus grande partie de ces immigrants viennent de Grande-Bretagne et d'Irlande. Nous voyons toujours d'un bon œil nos concitoyens de la Grande-Bretagne et d'Irlande venir se créer des foyers au Canada. Nombre de ces immigrants viennent aussi du continent d'Europe. J'en suis convaincu, tout Canadien souhaite la bienvenue à ces immigrants du continent européen, pourvu qu'ils jouissent de la santé du corps et de celle de l'esprit. Nous souhaitons la plus cordiale bienvenue à ceux qui viennent du bon vieux pays de France ; mon seul regret c'est que, ces années dernières, les immigrants français se soient faits si rares.

Un autre service dont le gouvernement a lieu de tirer un légitime sujet d'orgueil c'est l'administration postale. En 1896, ce service accusait un déficit de \$700,000. Pour l'exercice en cours, la plus-value sera de \$1,000,000 et ce résultat, ce n'est nullement par des retranchements et une économie mal entendue qu'il s'est réalisé, mais bien par une administration judicieuse et l'entente des affaires. Depuis 1896, il s'est effectué de notables abaissements dans les taxes postales et on a donné au système de grandes extensions. Le rapide développement de l'Ouest a nécessité d'énormes frais afférents à la création de nouveaux services postaux et l'établissement de bureaux de poste nouveaux. Le précédent ministre des Postes avait accordé aux receveurs de la poste un relèvement de traitement de 10 p. cent et le titulaire actuel a accordé de nouvelles augmentations. On a accordé de plus grandes facilités, au point de vue postal, au public de la Grande-Bretagne et du Canada. Jusqu'à ces années dernières, le tarif postal pour les correspondances à destination de la Grande-Bretagne était de 5 cents l'once ; plus tard, il fut réduit à 2